

<https://www.pressegauche.org/Negociation-du-secteur-public-Les-ouvriers-de-la-fonction-publique-retournent>



# Négociation du secteur public - Les ouvriers de la fonction publique retournent au gouvernement tout le sable mis dans l'engrenage (SFPQ)

Date de mise en ligne : mercredi 14 avril 2011



- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**QUÉBEC, le 7 avril 2021 - Les ouvriers de la fonction publique, membres du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), ont manifesté leur impatience tôt ce matin en construisant des digues avec des sacs de sable devant les bureaux du Secrétariat du Conseil du trésor à Québec. « Les ouvriers ont décidé de retourner à la ministre Sonia LeBel et aux négociateurs du gouvernement, tout le sable qu'ils n'ont cessé de mettre dans l'engrenage des négociations depuis plus d'un an. C'est tout à fait inacceptable ! Les dernières offres patronales sont loin de satisfaire les ouvriers de la fonction publique qui en ont assez que ce gouvernement fasse perdurer inutilement la négociation », s'indigne Christian Daigle, président général du SFPQ.**

L'absence de conditions de travail concurrentielles au ministère des Transports du Québec (MTQ) a fait en sorte qu'au fil des ans, les ouvriers de la fonction publique quittent pour de meilleurs salaires offerts dans le secteur privé ou municipal, rappelle le SFPQ. Le retard de la rémunération globale des ouvriers du secteur public québécois par rapport aux autres salariés québécois s'établit dorénavant à 30 %, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

« Depuis trop longtemps, les ouvriers de la fonction publique québécoise doivent se contenter d'être à rabais. Le personnel syndiqué des villes et du secteur privé touche un salaire plus élevé pour le même travail : ce n'est pas équitable ! Pour venir à bout de cet écart, il faut une volonté réelle du gouvernement de reconnaître que son personnel mérite d'être mieux valorisé et respecté pour le travail accompli, et ça passe par une rémunération comparable aux autres employeurs. Si le gouvernement Legault souhaite vraiment reprendre le contrôle sur ses projets d'infrastructure et freiner l'hémorragie des coûts, le MTQ devra offrir des conditions de travail concurrentielles pour non seulement maintenir le personnel en place, mais attirer plus d'ouvriers », affirme Maryse Rousseau, vice-présidente responsable de la négociation au SFPQ.

Cette fuite d'ouvriers vers d'autres employeurs entraîne une perte d'expertise précieuse ; les entreprises privées ont alors le beau jeu pour exiger des sommes élevées afin d'exécuter les travaux que le MTQ n'est plus en mesure de réaliser par manque de personnel, d'équipements et de volonté politique, constate le SFPQ. Le MTQ justifie ce recours aux entreprises privées, plutôt qu'à son propre personnel, par une volonté politique. « À de nombreuses reprises, l'employeur nous a indiqué que la décision de recourir de plus en plus à des sous-traitants est présentement un choix politique et qu'il est donc impossible d'en discuter en négociation. Cette ingérence qui se poursuit avec le gouvernement de la CAQ, à travers un processus purement administratif, est inacceptable. La dépendance de l'État vis-à-vis ses fournisseurs entraîne un gaspillage des deniers publics : des échéanciers retardés, en passant par des frais administratifs, pour gérer la sous-traitance jusqu'à créer une éventuelle collusion entre firmes privées », explique Christian Daigle.